

même époque. Le nombre-indice du Bureau du Travail des États-Unis atteignit son apogée en mai, tandis qu'au Royaume-Uni le nombre-indice de l'“Economist” était à son point culminant en mars et celui du “Statist” en avril. Pareillement, le nombre-indice français (Statistique Générale) et le nombre-indice italien (Bachi) atteignirent leur maximum en avril; le nombre-indice de la Banque du Japon toucha son point le plus haut en mars, le nombre-indice officiel de l'Inde en mai et celui de l'Australie en août. Cette liste pourrait être étendue, mais ce qui précède suffit à démontrer que la réaction qui se produisit dans la seconde moitié de 1920 était un phénomène mondial, dû à des causes également mondiales.

Une réaction dans les prix de gros, telle qu'on n'avait jamais vu la pareille, fit descendre le nombre-indice canadien de 356·6 en mai 1920, à 290·5 en décembre; elle eut de graves conséquences sur la situation économique du pays. Dès que le public s'aperçut que les prix étaient enfin à la baisse, les consommateurs s'abstinrent de tout achat qui n'était pas indispensable, dans l'espoir d'acheter plus tard à meilleur compte, et cette abstention accéléra la chute des cours. Ce déclin obligea les commerçants à vendre au prix coûtant et quelquefois même au-dessous; leur situation financière, qui reposait fréquemment sur le crédit, amena de nombreuses faillites dans l'automne et l'hiver de 1920, même dans des maisons de commerce anciennes et solidement établies, nonobstant le bon vouloir de leurs créanciers, qui vinrent souvent à leur secours et leur accordèrent des délais. Malgré tout, les faillites, qui se dénombrèrent par 50 en mai 1920, s'élevèrent à 169 en décembre de la même année et à 228 en janvier 1921.

Les banques, qui avaient dû rendre à leurs déposants environ \$125,000,000 de leurs épargnes, à l'occasion de l'emprunt de la victoire de novembre 1919, et qui n'avaient pas encore eu le temps de remplir leurs réservoirs, de manière à satisfaire aux grandes demandes d'avances qui leur étaient faites, se trouvèrent dans la nécessité de restreindre leurs prêts dans l'été et l'automne de 1920; cette situation se remarque d'abord dans une réduction de leurs prêts à vue au Canada, suivie d'une diminution de leurs prêts courants au Canada. Cette mesure inéluctable eut pour effet d'aggraver plus encore la situation commerciale.

La chute des prix entraîna nécessairement avec elle le chômage, déjà accentué par l'élévation des salaires accordée dans de nombreux métiers au printemps et dans l'été de 1920. Il était impossible de réduire immédiatement les salaires, mais les patrons qui les jugeaient onéreux se débarrassèrent d'un grand nombre d'ouvriers, tantôt mis à pied et tantôt renvoyés.

La réaction que nous venons d'esquisser eut sa répercussion dans le domaine des placements et de la spéculation. D'une manière générale, lorsque les prix sont à la hausse, le capitaliste est induit à acheter des valeurs dont le rendement ne peut que s'accroître. Par contre, lorsque survient la baisse, le même capitaliste place son argent dans les fonds d'État, qui sont alors plus rémunérateurs que les valeurs industrielles. Evidemment le capitaliste ne peut saisir immé-